

Septembre 2014

solidairesfinancespubliques.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr

AVIS DE RECHERCHE AVONS PERDU LES SENS. RECOMPENSE

Qui a le sens encore des réalités peut déclarer sans se compromettre, qu'on a perdu tous les sens dans notre Maison, dans notre Nation.

A force de reliefs rebutants, de sens uniques et de demi tours, bref à force d'absence de perspectives fiables, on a une vue trouble non seulement du paysage fiscal français, mais aussi de la stratégie de l'Administration.

A force de langue de bois et de novlangue (cf. page 9) qui nous cassent les oreilles, on n'arrive plus à ouïr la moindre bonne nouvelle qui pourrait pourtant nous troubler les sens.

A force de statistiques, de fiches de procédures et de suivi, le flair dans la lutte contre la fraude se trouve standardisé, muselé, paralysé. Le 6^e sens n'est pas répertorié dans les critères, et la recherche du renseignement exprime un mot dont le sens est oublié.

A force de toucher le fond, on a perdu le doigté. En débit du bon sens on ne vérifie que les dossiers qui rapportent, on ne poursuit que ceux qui payent...

A force de réformes en sens dessus dessous, le travail bien n'est plus au goût du jour, laissant un goût amer à celles et ceux qui trouvaient dans le Service Public et la justice fiscale l'essence de leur métier !

Au-delà de ces 5 sens perdus, on recherche d'autres sens :

- quel sens a encore la lutte contre la fraude fiscale estimée à 80 milliards par an, si les personnalités publiques se trouvent indirectement protégés par leur statut de dossiers sensibles ?
- quel sens a l'obligation de la formation régulière à la déontologie pour TOUS les agents, alors que nos ministres « oublient » de payer ou de déclarer leurs impôts ou revenus ?
- quel sens a la suppression en masse de postes d'agent C, sous prétexte de faire faire des économies au Budget, tout en créant une division supplémentaire pour caser un AFIPA ?
- quel sens a la simplification, censée améliorer les conditions d'exercice de nos métiers, qui se traduit par la multiplication des applications informatiques de plus en plus contraignantes et chronophages ?

D'où notre annonce. Nous cherchons en particulier le BON SENS PERDU de notre administration.

Le StirOnkel est prêt à offrir une récompense de 150 € (*seulement si les 150 conditions subsidiaires sont remplies, conditions déposées auprès de l'huissier Maître Li NEYER, à Sens, actuellement en grève !*)

Le StirOnkel laisse la plume à deux de ses lecteurs :

« **HUMANITE, TU N'ES PAS MORTE** »

Je me réveille d'une lourde opération et je reçois à profusion des messages de solidarité, d'encouragement, d'amitié, d'optimisme.

Cela me dope, me soutient et m'aide à affronter la maladie et les traitements à venir.

Mais surtout, je suis profondément émue.

Je découvre un monde nouveau, celui du corps médical. Et là je vois des gens surchargés de travail, contraints de dépasser largement leurs horaires car le manque de personnel est crucial. Obligés de jongler pour trouver des lits disponibles pour des malades qui se bousculent au portillon.

Que ce soit les médecins, les infirmiers, les aides-soignants, les personnes affectées au service et au nettoyage, un personnel exemplaire. Non ! Pas du personnel, des personnes devrais-je dire plus exactement. Des humains qui malgré leurs contraintes drastiques prennent toujours le temps de vous parler de vous, du quotidien, de votre famille, de vos passions, d'eux, sans se plaindre mais parce qu'ils savent qu'il vous faut du réconfort, du soutien moral dans ces moments



difficiles. Au-delà de leur fatigue et de leurs limites personnelles.

ET là, je craque. Je croyais que le monde avait fini par ressembler à notre administration inhumaine, idiote, sans scrupules.

Je me rends compte que l'humanité est restée la même, si on exclut notre administration imbécile !

Le don de soi, l'altruisme, la gentillesse, l'amitié, l'amour du prochain, la spontanéité ne sont pas des vains mots mais des visages, des mains, des gestes, des paroles bel et bien réels.

Je me rends compte que je ne vivais plus que dans un monde de destruction et de combat quotidien à force d'agression de nos supérieurs alors que les vraies valeurs que nous ont transmises nos aïeux sont toujours vivantes.

Que la solidarité existe vraiment. Je paye cher le bonheur d'avoir retrouvé ce monde, mais je suis heureuse au-delà de tout, qu'il existe toujours.

Merci la vie ! La vraie. »

« **J'ACCUSE,** »

J'accuse l'Administration de ne pas tout mettre en œuvre pour préserver une bonne santé à ses agents. Au contraire...

J'accuse l'Administration, par les suppressions d'emploi, les fermetures de postes, les réformes de structure, de dégrader les conditions de travail de ses agents.

J'accuse l'Administration, par son obsession des chiffres et des statistiques, de générer du stress auprès des agents.

J'accuse l'Administration, par le renoncement aux valeurs du service public et l'abandon affiché d'une certaine qualité du travail effectué, de développer le mal être dans les services.

J'accuse l'Administration, par des décisions managériales non maîtrisées, de provoquer des situations d'angoisse se terminant souvent par un état dépressif de l'agent.

J'accuse l'Administration, par le fait de tout ce qui a été énuméré ci-dessus, de déclencher des maladies souvent graves chez les agents pouvant mener à une issue fatale.

J'accuse donc l'Administration de nuire à la santé physique et psychique des agents qu'elle emploie.

Un agent désabusé par la manière dont on traite les agents des Finances Publiques »

Solitaires Finances Publiques à l'Université d'été d'ATTAC

L'Université d'été des mouvements sociaux organisée par le réseau des Attac d'Europe s'est tenue du 19 au 23 août à Paris.

On peut parler de réel succès, avec plus de 2000 personnes présentes, venues de 44 pays, issues des ATTAC d'Europe et du monde (Maroc, Japon..) et d'autres organisations du mouvement social, ainsi que la présence de syndicats, dont Solitaires et Solitaires Finances Publiques.

La délégation de 11 militant(e)s de Solitaires Finances Publiques présente a pu ainsi participer aux nombreux débats, ateliers organisés où il a été question :

- des mobilisations contre le projet d'accord transatlantique (Tafta ou TTIP) et les politiques d'austérité dans l'Union européenne,
- des luttes et alternatives face au changement climatique, avec en ligne de mire la Conférence des Nations unies sur le climat qui aura lieu en décembre 2015 à Paris,
- des nouveaux mouvements en Europe et dans le monde et la préparation du prochain Forum Social Mondial qui se tiendra à Tunis en mars 2015,
- ainsi que les conflits en Ukraine, en Palestine, en Irak et en Afrique.

Un quatre pages réalisé par la délégation restituera les ateliers suivis.

Solitaires Finances Publiques animait deux ateliers lors de cette Université :

- **Un atelier sur les dettes des collectivités locales et réorganisations territoriales en Europe** animé par Christian Terrance (voir l'intervention sur le site) et Thomas Ebherardt-Köster d'Attac Allemagne.
- **Un atelier sur l'harmonisation fiscale en Europe** animé par Paulo Ralha, syndicaliste portugais du STI, (Syndicat des travailleurs des impôts, membre de l'UFE), et Murielle Guilbert (voir l'intervention sur le site).

Ils ont permis des contacts avec d'autres syndicats, des élus, et d'apporter nos analyses à ces thématiques d'actualité, et d'enrichir les nôtres.

[Le StirOnkel a reçu des cartes postales envoyées depuis cette Université d'été](#)

Apprendre à compter

Le sociologue Gilles Pradeau a présenté un webdocumentaire qui sera disponible sur mediapart dès le 15 septembre, « apprendre à compter ».

Dans 3 villes à Trofa au Portugal, à Brighton en Angleterre et en France près de Lille, des jeunes ont dû voter pour décider de l'utilisation de crédits publics pour leur ville ou leur école.

Ils apprennent ainsi à construire des projets, leur faisabilité et surtout à choisir ce qui leur semble le plus utile à la collectivité.

La question des budgets participatifs a le vent en poupe. C'est effectivement une opportunité pour rendre la gestion des budgets locaux plus démocratique.

Néanmoins les conditions de leur développement sont diverses (libre choix des projets ou des propositions encadrées), association des citoyens à la réalisation du projet ou non.

La limite de cet exercice justement en période de réductions budgétaires est que les élus locaux ne doivent pas utiliser la démocratie directe pour rejeter sur les citoyens la responsabilité de faire des choix drastiques dans l'utilisation des fonds publics.

Entendu sur place :



« Les capitalistes ont réussi à imposer l'idée selon laquelle l'économie est séparée du reste de la vie et que c'est donc une affaire de spécialistes »

« Survivre c'est résister, les femmes le font depuis longtemps pour elles et pour les autres »

« Le service public c'est la richesse de ceux qui n'ont rien »

Plusieurs ateliers étaient consacrés au TTIP ([Transatlantic Trade and Investment Partnership](#)) en français Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement.

Il s'agit d'un projet de traité de libre échange total entre les Etats-Unis et l'Union Européenne.

Le premier problème est qu'il est négocié en grand secret avec la Commission Européenne, institution sans légitimité démocratique, sans que les citoyens aient leur mot à dire, sans même que les états concernés soient avertis des mesures concernant spécifiquement leur propre pays !

Si ce traité est signé quelques conséquences majeures et inquiétantes sont d'ores et déjà identifiées :

- Ce traité n'est pas destiné à protéger ou à favoriser les états signataires mais à donner un pouvoir exorbitant aux multinationales. Elles auront même le pouvoir d'attaquer devant une juridiction d'exception les Etats qui prendraient des mesures (par exemple sociales ou sanitaires) qui leur feraient perdre une possibilité de bénéfices...
Par exemple [l'interdiction de cultiver des OGM](#)
- Ce marché libre forcené imposera de fait aux Etats européens d'accepter des produits américains qui ne comportent pas les mêmes garanties que celles que nous considérons comme protectrices.
Par exemple [mettre sur le marché de la viande bovine aux hormones ou du poulet à l'eau de javel](#).
- Pire, le marché totalement ouvert permettra à des sociétés purement financières de s'emparer de l'exploitation des biens publics qui peuvent être lucratifs.
Par exemple [l'exploitation de l'eau](#).

Est-il possible d'y faire obstacle ?

La lutte s'organise internationalement, Solidaires est aux cotés d'ATTAC pour revendiquer l'abandon de ce projet.

Entendu également : « [les premières victimes des paradis fiscaux sont les habitants des paradis fiscaux](#) »

En effet les paradis fiscaux ne sont pas peuplés que de richissimes banquiers et de touristes qui font leurs achats hors taxe.

Ses 89000 habitants subissent la vie très chère et sont taxés pour compenser l'exonération d'imposition des activités financières !

Autre exemple de recul social, les salariées viennent seulement d'obtenir un congé maternité sous la pression des syndicats anglais!

Si cette question vous intéresse ATTAC propose deux journées de mobilisation contre les paradis fiscaux :

Le 12 septembre à Jersey et le 13 septembre à St Malo

[Un autre atelier a porté sur l'impact spécifique des politiques d'austérité sur les femmes.](#)

Cet atelier, animé par la commission genre d'ATTAC portait le témoignage et l'analyse de trois européennes, autrichienne, irlandaise et portugaise, ces deux derniers pays étant particulièrement touchés par la crise et sous le

contrôle de la troïka (FMI, Commission Européenne et BCE).

L'autonomie financière est la clef de l'indépendance pour tout le monde et en particulier pour les femmes.

Or le constat est le même partout : quand le chômage augmente on a tendance à renvoyer les femmes à la maison pour laisser les hommes travailler.

Les emplois offerts aux femmes sont majoritairement les emplois les plus précaires (temps partiel contraint), dans les secteurs domestiques (petite enfance, santé, dépendance) et à bas salaire.

De plus les réductions budgétaires drastiques les touchent à plus d'un titre

- elles sont très représentées dans la fonction publique
- elles sont les principales bénéficiaires des services publics

Enfin les politiques en faveur des femmes peuvent être abandonnées comme non prioritaires depuis la crise, c'est le cas de l'Irlande.

Les femmes sont donc bien des victimes particulières des politiques d'austérité. La convergence des associations féministes permet d'échanger et de se fortifier dans la lutte contre les discriminations.

Emplois, charge de travail, conditions de travail... : Situation intenable à la Direction générale des finances publiques

Considérée de facto comme une administration « non prioritaire », la Direction générale des finances publiques (DGFIP) connaît une situation critique. Depuis 2002 : la hausse de la charge quantitative de travail est d'au moins 20% (en réalité davantage si l'on devait prendre en compte la complexité du travail), le volume des dépenses à traiter a augmenté de plus de 50% mais les effectifs y ont fondu de près de 20% (21,2% si l'on se place en 2014).

Et encore n'est-il pas tenu compte ici de la complexité du travail, sans cesse croissante, ni de la dégradation sans précédent des conditions de travail procédant bien entendu de l'évolution croisée « plus de travail, moins de moyens » mais également de la tension qui s'accroît dans les relations avec les contribuables et les usagers. Au final, ceux-ci pâtissent de cette situation : les files d'attente s'allongent et la qualité des missions souffre...

A l'heure où les enjeux touchant aux finances publiques sont vitaux (accueil, recouvrement, lutte contre une fraude fiscale estimée entre 60 et 80 milliards d'euros par an, conseil à des collectivités locales de plus en plus sous pression, gestion de la dépense publique, domaine de l'Etat, missions cadastrales, gestion des dossiers fiscaux...), il y a urgence à renforcer la DGFIP en moyens humains et budgétaires afin qu'elle puisse assurer l'ensemble de ses missions, ce qui n'est aujourd'hui de fait plus le cas. Les enjeux pour le budget 2015 sont connus : c'est à l'aune du budget 2015 de la DGFIP que l'on mesurera la véritable volonté du gouvernement en matière de finances publiques...

Évolution de la charge quantitative globale de travail de la DGFIP entre 2002 et 2013			
	2002	2013	Évolution
<i>Sphère fiscale</i>			
Nombre de déclaration de revenus	33,4 millions	36,72 millions	+ 9,9%
Contribuables renseignés durant la campagne IR	3,2 millions	6 millions	+ 87,5%
Appels téléphoniques reçus durant la campagne IR	2,4 millions	3,77 millions	+ 57%
Nombre de courriers électroniques	30 000	1,3 million	+ 4233%
Nombre d'entreprises soumises à TVA	3,48 millions	5,18 millions	+ 48,8%
Nombre d'entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés	1,12 million	1,87 million	+ 66,96%
Nombre d'entreprises à la contribution économique territoriale (2002 : taxe professionnelle)	3,29 millions	4,69 millions	+ 42,55%
Nombre d'avis de taxe foncière	26,2 millions	30,41 millions	+ 16%
Nombre d'avis de taxe d'habitation	23,9 millions	29,18 millions	+ 22%
Nombre de locaux répertoriés par le cadastre	44 millions	50,27 millions	+ 14,15 %
Nombre de publications foncières	2,4 millions	2,165 millions	- 9,79%
Nombre de renseignements délivrés	5,1 millions	5,5 millions	+ 7,8%
Nombre de contrôles fiscaux externes	50 371	52 378	+ 3,98%
Nombre de contentieux et gracieux reçus	3,41 millions	4,73 millions	+ 38,7%
<i>Sphère gestion publique</i>			
Dépenses de l'État payées par la DGFIP (en milliards d'euros) :			
- budget général	341,4	384,8	+ 12,71%
- comptes spéciaux	83,5	235	+ 181,43%
Dépenses du secteur public local (en milliards d'euros)	138,1	239	+ 73,06%
Redevance audiovisuelle (en milliards d'euros)	2,01	3,44	+ 71,14%
État du réseau : nombre de trésoreries	3 800	2 680	- 29,47%
Effectifs (DGI/DGCP en 2002 / DGFIP en 2010)	141 415	113 286	- 19,89 %*

* En 2014, 2000 emplois supplémentaires ont été supprimés, plus de 30 000 emplois ont donc été supprimés depuis 2002. (Source : rapports d'activité 2002 de la DGI et de la DGCP et 2013 de la DGFIP).



– ELECTIONS DU 4 DECEMBRE 2014 –

Les prochaines élections professionnelles du 4 décembre désigneront des élus sur le plan national et local. Ce vote déterminera également la représentativité de notre Syndicat dans des diverses instances. Le StirOnkel fait un petit rappel des lieux du dialogue social dans le département (le national étant expliqué par l'Unité).

Les militants nommément élus siègent au comité technique local (CTL), en commissions administratives paritaires locales (CAPL) et également dans les commissions de réformes.

Des membres du bureau de notre section vous représentent également au comité hygiène sécurité et conditions de travail (CHS-CT) et au conseil départemental d'action sociale (CDAS).

Le Comité Technique Local (CTL)

Le comité technique local est saisi de tous les sujets concernant l'organisation du travail et le fonctionnement des services, les réformes de structures et les conditions de vie au travail, la formation professionnelle, la politique informatique du département. Il est également informé sur le rapport annuel du directeur et sur la gestion des crédits.

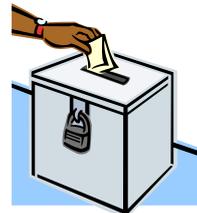
Les commissions administratives paritaires locales (CAPL)

Les commissions administratives paritaires locales (CAPL) sont chargées de donner un avis sur un certain nombre d'actes de gestion qui intéressent la situation individuelle de chaque agent (affectations locales, appels de notation, listes d'aptitude, tableaux d'avancement, etc...).

En fonction des sujets abordés, les CAPL se réunissent soit avec une compétence propre, soit avec une compétence préparatoire aux travaux des CAP Nationales.

Il existe trois CAPL :

- ✓ La CAP N° 1 (corps des inspecteurs)
- ✓ La CAP N° 2 (corps des contrôleurs)
- ✓ La CAP N° 3 (corps des agents administratifs)



La commission de « réforme »

C'est l'organisme auquel personne ne souhaite avoir à faire, car la commission de réforme intervient quand un agent est ou a été gravement malade ou blessé.

Elle propose à l'administration, après avis médical, les mises en retraite pour invalidité, mise en disponibilité d'office pour raisons de santé et détermine l'imputabilité au service si nécessaire, ainsi que les taux d'invalidité reconnus après un accident ou une maladie qui a laissé des séquelles.

Là encore les représentants du personnel interviennent à deux titres :

- pour siéger à la commission de manière un peu formelle malheureusement.
- plus efficace pour représenter un agent à titre « d'avocat » pour défendre ses intérêts.

En effet une mise à la retraite anticipée ou la non-reconnaissance d'une invalidité ont des conséquences importantes en particulier au plan financier.

Des militants de Solidaires Finances Publiques ont suivi des formations spécifiques sur cette question, n'hésitez pas à faire appel à eux si malheureusement vous êtes concernés.

Le Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de travail (CHS-CT)

Le comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHS-CT), qui gère un budget spécifique, débat des mesures de nature à améliorer la santé et la sécurité au travail mais également, en lien avec les CTL, des conditions de vie au travail.

Le CHS-CT peut dorénavant être saisi dès qu'une nouvelle réforme de structure ou nouvelle application informatique vient modifier les conditions de vie au travail des agents.
Le CHS-CT, comme le CDAS, est un organisme interdirectionnel (Douanes, Insee, Dircofi)

Le conseil départemental d'action sociale (CDAS)

Le conseil départemental d'action sociale (CDAS) siège à titre consultatif sur les sujets relatifs à l'action sociale (médecine de prévention, restauration administrative, logements sociaux, arbre de Noël, etc...). Il développe des actions locales à vocation touristique ou culturelle, à travers le budget d'initiatives locales (BIL) pour les agents actifs et retraités.

**VOTER EST UN DROIT, UTILISER LE !
ET DONNEZ A VOTRE SYNDICAT LES MOYENS D'AGIR**

– DEUX EXEMPLES –

CR réunion préparatoire à la LA de C en B, du 8/9/2014.

Comme chaque année, le service des Ressources Humaines (RH) propose une réunion d'information pour toutes les personnes souhaitant postuler au grade de contrôleur des finances publiques par voie de liste d'aptitude (LA) afin que chacun connaisse toutes les conditions et surtout les conséquences de la promotion. Marie-Claude Bréhard a rappelé les conditions statutaires, les modalités de souscription et l'organisation de la sélection.

Peuvent postuler les agents administratifs ou techniques justifiant d'au moins 9 années de service public actif et étant en activité à la date d'effet de la promotion, à savoir le 1/9/2015.

Les agents qui souhaitent passer dans le grade supérieur doivent le faire leur demande par écrit pour le 12/9/2014 au plus tard.

Chaque service RH examinera en tout premier si toutes les conditions statutaires sont bien remplies.

Si les conditions de forme sont remplies, le service RH reprendra les évaluations des 5 années antérieures : note ou réduction d'ancienneté + les appréciations littérales ainsi que « les indicateurs » pour exercer dans le grade supérieur.

Chaque chef de service sera appelé à formuler un avis et faire un rapport.

Il est très important de savoir que postuler à la LA, c'est s'engager à une mobilité fonctionnelle et géographique. Il est désormais impossible de garantir après mutation le retour au département.

La liste des sélectionnés paraîtra sur Ulysse 67 le 6/11/2014 par ordre alphabétique.

La Commission Administrative paritaire Locale (CAPL) aura lieu le 13/11/2014 où plusieurs dossiers seront rajoutés.

Le 14/11/2014, la liste définitive qui sera soumise début 2015 à la CAP Nationale paraîtra sur Ulysse par ordre de classement.

A ce jour, le volume des promotions n'est pas encore connu.

A Solidaires, nous craignons encore de grosses restrictions budgétaires qui auront un impact direct sur les promotions à venir.



N'oubliez pas de transmettre un double de votre demande à vos représentants en CAPL afin que votre dossier de candidature soit défendu lors de la CAPL du 13/11/2014.

COMPTE-RENDU DU CDAS DU 03/06/2014

Le 3 juin 2014, le CDAS s'est réuni avec pour ordre du jour principal le compte-rendu annuel d'activité de l'année 2013 de la délégation 67.

Le nombre d'actifs est toujours en baisse, le département vieillit et en conséquence, il y a moins d'enfants. En contre partie, le nombre des retraités augmente.

Le budget et les dépenses sont quasi constants.

Le programme du BIL (budget d'initiative local) 2014 suit son cours et toutes les propositions loisirs et culture rencontrent toujours un vif succès.

Pour la restauration collective, il est à souligner que la fréquentation des RIA (restaurants inter-administrations) progresse, elle reste stable pour les restaurants MEF mais il y a une forte baisse des restaurants conventionnés. A ce jour, il est difficile d'en connaître les raisons. La déléguée nous a promis de donner toutes les infos lors de la prochaine réunion le 14/10/2014.



La nouvelle déléguée a visité presque tous les sites extérieurs (il en reste encore 4). Elle a pu lister le matériel et équipement défectueux des coins repas des sites isolés.

Achats de four micro-ondes, frigo et vaisselles sont budgétés pour l'année à hauteur de l'enveloppe allouée au BIL.

Lors du groupe de travail du 16/5/2014, les participants ont acté l'octroi d'un chèque culture livre à l'occasion de la rentrée scolaire 2014.

Ce chèque livre aura une valeur de 30€ mais sera soumis à conditions.

Sont concernés les enfants qui quittent le collège quelque soit leur âge et leur orientation.

Il sera délivré durant la 1^o quinzaine d'octobre à la condition que le certificat scolaire soit envoyé avant le 30 septembre 2014 par les parents.

Comme promis aux AG du 67 et de la DISI, SOLIDAIRES FINANCES voulait que l'on rediscute du budget Amitiés finances qui était amputé des 2/3.

Bonne nouvelle, le budget est revalorisé à hauteur de 2600€. Une nécessité !

Une victoire pour Solidaire à notre actif. Nous avons toujours défendu le volet social du BIL et aucune réduction n'est négociable particulièrement dans notre contexte très instable et fragile.



Les assistants de services sociaux nous ont présenté à leur tour leur compte-rendu : 959 entretiens en 2013 (soit + 220 de plus qu'en 2012)

Les problèmes que rencontrent nos collègues sont plus de plus en plus lourds et plus profonds.

Les demandes sont multifactorielles et pluridisciplinaires.

1^{ère} cause de consultation : Vie professionnelle et difficultés rencontrées dans son travail dues aux mauvaises conditions de vie au travail. A quand des mesures choc des RH de toutes nos directions du MEF pour stopper ce fléau ???

2^o cause : budget dû aux problèmes de la crise économique.

3^o cause : santé

4^o cause : vie familiale : problèmes de couples et conflits parents/adolescents.

5^o cause : logement

Solidaires s'inquiète des conditions de travail de l'équipe des assistants sociaux car il ne leur est plus possible de faire face à cette charge de travail toujours en progression en 2014.

Aujourd'hui, nos 2 assistants ne peuvent plus assurer un suivi personnalisé ni se déplacer dans tout le département.

Toutes les OS à l'unanimité ont émis le vœu que l'équipe soit renforcée afin qu'elle puisse assurer pleinement sa mission.

N'oublions pas que derrière ces problèmes, il y a des HUMAINS en très grande souffrance.

Nous attendons beaucoup de réponses lors du prochain CDAS.

Jean Paul SARTRE a-t-il lâché ses Mouches à Sélestat ?

Dans les Mouches de Sartre, il est question de liberté et culpabilité. Mais qu'en est-il à Sélestat ?



Y a des services, c'est l'eau qui tombe des plafonds. Y en a d'autres ce sont les mouches qui sortent d'on ne sait où !

Au SIP de Sélestat, les mouches sont de sortie en escadrons organisés et curieusement il semblerait qu'elles apparaissent régulièrement de derrière des piles de déclarations stockées dans un bureau.

On se demande s'il n'y aurait pas un cadavre caché dans un des dossiers : agent oublié dans un coin (à force de supprimer des postes, on oublie peut-être des gens dans les placards) ou contribuable mal intentionné qui essaye de payer en nature ses impôts !

Autrement dit, est-ce là le signe de la liberté acquise sous forme d'évasion fiscale ou plutôt l'expression d'une culpabilité d'un redevable mouché par le fisc ?

En tout cas il faudrait faire un peu de ménage avant que l'invasion n'infecte tout le centre et que les agents ne tombent comme ... des mouches !

Albert Einstein et la bêtise humaine :

«Deux choses sont infinies : l'Univers et la bêtise humaine.

Mais, en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue »

Apprenant que je suis atteinte d'une affection de longue durée et faisant remarquer à ma chef de service que l'on pouvait s'étonner du nombre de maladies graves (AVC, cancers...) et de décès dans nos services et particulièrement dans notre direction depuis quelques temps.

J'ai été réconfortée d'apprendre que tous ces fléaux n'ont rien à voir avec le stress imposé au travail. En fait, ma chef m'a expliqué que le nuage de Tchernobyl avait (enfin !) décidé de se fixer au dessus du 4 place de la République !

OUF ! Je me faisais du souci pour mes collègues quant au harcèlement subi au travail.

Agents du 35 avenue des Vosges et du 4 place de la République, ouvrez vos parapluies pour vous protéger des méfaits du nucléaire : c'est bel et bien une bombe à « graaannnnnd » retardement !!! Heureusement que ma « supérieure » me l'a bien expliqué.

Domage que la bêtise et le ridicule ne tuent pas : ça ferait de la place dans les bureaux !



La Novlangue de George Orwell à la « mode de chez nous »

La novlangue est la langue officielle d'Océania, inventée par Orwell dans son roman 1984 (publié en 1949).

Le principe est simple : plus on diminue le nombre de mots d'une langue et plus on fusionne les mots entre eux, plus on diminue le nombre de concepts avec lesquels les gens peuvent réfléchir en éliminant les finesses du langage, plus on rend les gens incapables de réfléchir, et plus ils raisonnent à l'affect. La mauvaise maîtrise de la langue rend ainsi les gens stupides et manipulables par les instruments de propagande massifs tels que la télévision.

C'est donc une simplification lexicale et syntaxique de la langue destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives et à éviter toute formulation de critique de l'Etat, l'objectif ultime étant d'aller jusqu'à empêcher l'« idée » même de cette critique (source Wikipédia)

Appliquée par les hommes politiques contemporains, cette méthode conduit à masquer une réalité difficile par des formules positives, pour noyer le poisson. Par exemple : «Flexibiliser» cache «faciliter le licenciement», et «ouverture du capital» signifie «privatiser».

Encore plus fort : on associe pompeusement des termes forts du style : le pacte de responsabilité, le redressement productif ... sans que personne ne puisse donner le sens exact !

Testez vous :

- 1) Que veut dire «*La collaboratrice libérale en état de grossesse médicalement constatée a le droit de suspendre sa collaboration*» (Projet de loi pour l'égalité entre les hommes et les femmes, septembre 2013) ?
-> simplement : la collègue enceinte a droit à un congé de mat !
- 2) Comment comprendre «*De la conception à la gestion des espaces publics, comment construire un "en-commun".*» («Refonder la politique d'intégration», 2013)
-> réponse : comment bâtir une société harmonieuse !
- 3) Que dit-on à la place de l'école maternelle ?
«*Changer le nom en "petite école" ou "première école", c'est neutraliser d'une certaine manière la charge affective maternante du mot "maternelle".*» (Sandrine Mazetier, députée PS, le 1er février 2013)
- 4) que représente la 'contribution climat énergie' ?
-> La Taxe carbone bien sûr
- 5) Comment dit-on 'se lancer dans des projets' ?
-> « produire des possibles »



L'imagination est sans limite. Le StrirOnkel invite donc ses fidèles lecteurs à ouvrir les yeux et les oreilles afin de ne pas se laisser bernier par tant d'enfumage grotesque et de verbiage 'insensé'. Car même la fiscalité est infectée. Si, si ! Connaissez-vous la CVO, nouvelle née dans la filière forestière ? Elle fait partie des nouveaux impôts créés entre 2011 et 2013, par Nicolas Sarkozy et François Hollande, au nombre de 84 en tout !! Qui dit mieux !!

La CVO = la Contribution Volontaire Obligatoire !! Ça ne s'invente pas ! Seuls des hauts fonctionnaires de Bercy ont la qualification indispensable, hors du commun, pour réussir une telle appellation dont Raymond Devos avait rêvé dans ses pires délires ! Prenez garde, l'épidémie se propage...

« Le tact dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin » Jean Cocteau

La période estivale réserve parfois de mauvaises surprises au 35.

L'accueil a été restructuré pour faire de la place au pôle enregistrement et optimiser l'utilisation des bureaux que le pôle a délaissés pour s'installer au 37 (d'où il a chassé la FIE à Neudorf, mais ça c'est une autre histoire).

Tout cela est sûrement très bien sur le papier mais à l'usage ...

Tout d'abord il s'avère que les deux bureaux d'accueil dédiés au pôle sont surélevés par une estrade(!).

Les malheureux usagers se font tout petits, le menton au niveau du guichet, histoire de leur faire comprendre qui commande...

Après notre intervention il semble que des chaises hautes soient en commande. En attendant ce sont

les agents qui se sentent gênés de recevoir dans ces conditions.

Quant à l'accueil des professionnels il a été vite bâclé, vite casé dans l'ancien bureau de l'enregistrement.

La salle d'attente est intégrée, très pratique en cas d'affluence et de conversations qu'on aimerait confidentielles...

Trois petites cloisons font office de box, une seule sortie et une fenêtre qui ne s'ouvre pas donnant sur l'escalier de secours. Bref ni fait ni à faire, les collègues sont furieux, avec le sentiment confus de s'être fait avoir et de compter pour rien.

[Solidaires Finances Publiques est intervenu auprès de la direction, nous ne lâcherons pas tant que cet accueil n'aura pas été repensé.](#)

Citation de l'année nous vient de M. Steiner, ancien président du CDAS67 et ex-directeur des Douanes d'Alsace, dite en séance :

*« La souffrance au travail est humainement inacceptable
et économiquement contre productive »*

Qu'on se le dise et qu'on le répète à tous les managers de notre Maison !!